

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 09/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARA raffinerie

ZI Californie
BP 436
97210 LE LAMENTIN

Références : RI/ENV/22.210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 juin 2022 dans l'établissement SARA raffinerie implanté ZI Californie BP 436 97210 LE LAMENTIN. L'inspection a été annoncée le 03/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale d'inspection "sous-traitance" qui s'inscrit dans la suite de l'accident de Lubrizol survenu en 2019, ainsi qu'en réponse aux recommandations de la commission d'enquête du Sénat (rapport N°480 du 2 juin 2020). Elle a consisté à vérifier le respect de certaines exigences réglementaires (figurant en annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014) pour les trois thèmes suivants :

- la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures,
- la maîtrise des procédures d'exploitation,
- la maîtrise des procédures d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA raffinerie
- ZI Californie BP 436 97210 LE LAMENTIN
- Code AIOT dans GUN : 0022200044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) est autorisée à exploiter, depuis 1969, des installations de raffinage de pétrole sur le site de Californie au Lamentin. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, classée SEVESO seuil haut, du fait notamment de ses capacités de fabrication et de stockage d'hydrocarbures et de gaz inflammables liquéfiés.

Ces activités sont également visées par les rubriques 3120 (rubrique principale associée au BREF raffinage de pétrole et de gaz) et 3110 de la nomenclature des installations classées (ICPE) relevant de la directive IED.

Les activités du site sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral 0041214 du 11 mai 2004 modifié.

La capacité de traitement de pétrole brut est de 850 000 tonnes par an et la capacité de stockage de l'établissement s'élève à 286 000 m³ (41 réservoirs verticaux et 2 sphères de butane sous talus de 1000 m³ chacune).

La raffinerie comprend les 7 unités de fabrication suivantes :

- unité 11 : Distillation atmosphérique ;
- unité 12 : Hydrotraitement (HDT) des naphtas et GPL ;
- unité 13 : Reformeur catalytique ;
- unité 14 : Gas-Plant ;
- unité 15 : Hydrodésulfuration pour le kérosène ;
- unité 16 : Hydrodésulfuration pour des gazoles ;

unité 17 : SULFEROX (mise à l'arrêt).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "sous-traitance"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'organisation de l'exploitant concernant la sous-traitance exercée sur ses installations était robuste. Le système de gestion de la sécurité lui permet de disposer de procédures, modes opératoires, d'outils de suivi et de traçabilité.

La gestion des habilitations et de la formation aux risques des sous-traitants ainsi que leur prise en compte dans les situations de crise (POI) est jugée efficace.

Concernant les opérations de maintenance, l'exploitant doit toutefois améliorer la traçabilité de la validation des modes opératoires et gammes utilisés par les entreprises extérieures ainsi que des modalités de surveillance de ces opérations sur l'aspect "métier".

Des améliorations sont également attendues en ce qui concerne la surveillance des chantiers (mise en sécurité en particulier) en fin de journée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une base informatique répertoriant toutes les entreprises sous-traitantes qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations de la zone Antilles-Guyane. Toutes ces entreprises doivent avoir une certification MASE (manuel d'amélioration sécurité des entreprises) et doivent être "agréées" au niveau du service "achats" de la SARA.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Pour ce qui concerne les procédures d'exploitation, les tâches attendues de la part des entreprises extérieures sont décrites. Ces dernières ne sont pas transmises aux entreprises extérieures mais traduites dans des liste de tâches à réaliser après demande des équipes d'exploitation. Concernant les opérations de maintenance, pour certaines d'entre elles, des gammes et modes opératoires existent et sont communiqués aux entreprises extérieures. Dans certains cas (opérations de soudure par exemple), le dossier est préparé par l'entreprise extérieure et validé par l'exploitant. Il a été relevé qu'il n'y avait pas forcément de traçabilité de cette validation. Par ailleurs, les autorisations de travail ne couvrent que les aspects "risques" associés aux interventions. Il n'est pas fait mention des références des gammes, modes opératoires ou plans associés à l'intervention. En outre, la traçabilité de la surveillance sur les aspects "métier" réalisée le cas échéant par l'exploitant pourrait être améliorée. A titre d'exemple, il a été constaté que l'ordre de travail associé à une opération de maintenance préventive sur l'aéroréfrigérant repéré 15AV02B (réalisée le 27 mai 2022) avait été clôturé alors que la gamme de maintenance complétée ne permettait pas de conclure sur l'acceptabilité des paramètres contrôlés (inclinaison des pâles, jeux mesurés, tension de la courroie) et d'identifier si des réglages avaient effectués. Sur le chantier d'installation de la nouvelle chaudière, il a par ailleurs été observé que l'autorisation de travail référencée AT 052 088 n'avait pas été signée par l'entreprise concernée (en l'occurrence la société Babcock) sans que cela n'empêche le démarrage du chantier. Demande d'action corrective : Concernant les opérations de maintenance, l'exploitant doit améliorer la traçabilité de la validation des modes opératoires et gammes utilisés par les entreprises extérieures ainsi que des modalités de surveillance de ces opérations sur l'aspect "métier". Un lien avec les autorisations de travail pourrait s'avérer judicieux.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

